

■ SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES

MÉTHANISATION. L'usine du Siam devrait rapporter 2 millions par an

D'ici 2023, le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Marne la Vallée (Siam) sera équipé d'un centre de méthanisation. Il permettra de transformer les boues issues du traitement des eaux usées en biogaz, autrement dit, en énergie.

Samedi 28 novembre, le permis de construire de cette future usine de méthanisation a été signé entre la commune de Saint-Thibault-des-Vignes et le syndicat. « Ce projet va dans le sens de l'histoire, c'est un atout incontestable pour notre territoire », se félicite le maire, Sinclair Vouriot. « Nous allons créer de l'énergie à partir d'un déchet », s'enthousiasme Jean-Michel Moskovoy, directeur général des services du Siam. « C'est un projet essentiel pour le territoire. Le développement d'énergies vertes est capital, c'est pour cela que l'agglomération soutient ce projet et souhaite l'inscrire dans un Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) », ajoute Marne et Gondoire.

Les travaux dans un an

La signature du permis est une première étape. Il en reste d'autres. L'enquête publique va être prochainement lancée avec la consultation des partenaires associés. La Saur, choisie pour exploiter le site, doit encore en obtenir l'autorisation d'exploitation.

« Ce sont des procédures longues, les dossiers sont très détaillés, très encadrés », explique Jean-Michel Moskovoy. Jeudi 10 décembre, se déroulait par exemple la commission de sécurité. « La sécurisation du site est un point important. Elle concerne à la fois le trajet des camions, nous en avons peu car tout est sur site, la gestion des odeurs, l'insertion du biogaz dans les réseaux... mais aussi les potentiels actes malveillants », détaille-t-il.



Jacques Delporte, le président du Siam, et le maire de Saint-Thibault-des-Vignes. La mairie vient de signer le permis de construire.

« Si tout se passe bien, les travaux devraient pouvoir commencer dans un an. Avec deux ans de travaux pour une livraison en 2023 », espère Sinclair Vouriot.

20 millions d'euros d'investissement

Au total, le projet devrait coûter entre 18 et 20 millions d'euros.

Le Siam, qui porte les finances du projet, travaille à obtenir un maximum de subventions auprès de la Région et de l'Ademe : « Ce qui nous ouvrirait la porte sur l'Europe », souligne Jean-Michel Moskovoy. « Mais nous avons fait tous nos calculs sans inclure les subventions pour éviter les mauvaises surprises ».

De quoi chauffer 4 000 logements

Un projet cher mais qui devrait vite être rentable selon les prévisions du Syndicat d'assainissement. Le biogaz produit grâce aux déchets de la station d'épuration sera vendu à GRDF ou tout autre distributeur. L'usine de méthanisation produira de quoi chauffer près de 4 000 logements. De quoi générer 2 millions de revenus chaque année, budgète le Siam. « Cette ressource supplémentaire nous permettra de maintenir nos tarifs d'assainissement, une bonne nouvelle pour les habitants », souligne le directeur général des services.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du contrat de transition écologique (CTE) signé entre la communauté d'agglomération Marne et Gondoire et la ministre de la Transition écologique et solidaire Emmanuelle Wargon en février 2020.

Julia Gualtieri

LE SIAM, CÉLÉBRITÉ DE LA RECHERCHE SUR LE COVID DANS LES EAUX USÉES

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Marne la Vallée (Siam) est en passe de devenir une vraie célébrité. « Nous avons beaucoup de demandes de journalistes », confie Jean-Michel Moskovoy, directeur général des services du Siam. Le projet de recherche Obépine (Observatoire Épidémiologique dans les Eaux usées) auquel le syndicat a été l'un des premiers à participer suscite de plus en plus d'attention.



Pister les virus dans les eaux usées ouvre la voie à une meilleure prévention.

Première station partenaire

« Au début, personne ne voyait l'intérêt. On voulait aider, on y a cru et aujourd'hui, les possibilités sont multiples », se réjouit Jean-Michel Moskovoy. Depuis, pour avoir été pionnier et enthousiaste, le Siam est un peu devenu la station d'épuration ambassadrice du projet. D'où les journalistes.

Nous vous en parlions en septembre : dès le début de la crise sanitaire, le Siam a accepté de participer aux recherches menées par le laboratoire Eaux de Paris. La procédure est complexe, mais elle peut être résumée simplement : les scientifiques peuvent pister le Covid dans les eaux usées. Grâce aux prélèvements envoyés par les

stations d'épuration, ils déterminent la charge virale, c'est-à-dire la circulation du virus, sur une population donnée.

Ces résultats sont d'autant plus intéressants qu'ils permettent d'avoir de l'avance sur le Covid-19 : il apparaît dans les selles avant même qu'une personne déclare des symptômes.

Nouvel objectif : 600 stations

« L'État avait donné un objectif de 150 stations partenaires, ils veulent aujourd'hui aller jusqu'à 600 », explique le directeur général des services. Le Gouvernement s'intéresse en effet de près à ces recherches qui pourraient par exemple permettre de réaliser des dépistages ciblés, dans un Ehpad par exemple, simplement en étudiant les eaux usées. Un budget de 3 millions d'euros a été débloqué.